

## Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

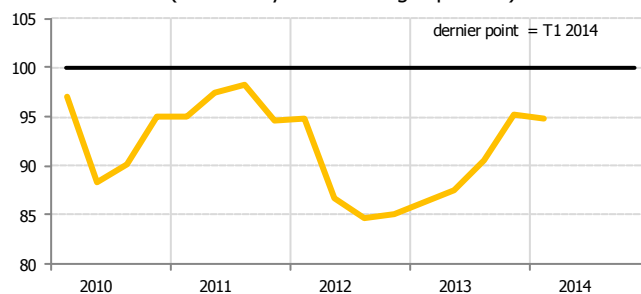
#### Stabilité de l'indicateur du climat des affaires

Au premier trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires est stable (-0,5 point), 5,3 points en deçà de sa moyenne de longue période. Cette stabilisation de l'indicateur résulte de la conjonction d'anticipations favorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir sur l'activité et les prix, mais pessimistes sur les effectifs.

Pour leur part, les intentions d'investissement à un an se dégradent et se situent à un niveau très en deçà de leur moyenne de longue période. La faible progression des prix semble favoriser une reprise de la consommation des ménages alors que la demande d'emploi reste élevée.

Globalement, l'activité stagne. Elle évolue favorablement dans les secteurs du tourisme et du BTP. Elle est en revanche peu dynamique dans les industries agroalimentaires et le commerce. Enfin, elle est dégradée dans les autres industries et les services aux entreprises.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### LES PERSPECTIVES S'AMÉLIORENT DANS LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Dans la région Caraïbe, la croissance du PIB des économies dépendantes du tourisme était de +0,45 % en 2013. Elle est estimée à +1,4 % pour l'année 2014. La croissance du PIB des économies exportatrices de matières premières (+4,0 % en 2013) est, pour sa part, estimée à +3,2 % pour l'année 2014. Selon le FMI, la réduction du niveau de la dette publique et les efforts de compétitivité restent les défis majeurs des économies de la Caraïbe.

À fin mars 2014, l'économie de la **République Dominicaine** enregistre une croissance du PIB de 5,5 % par rapport à 2013. L'ensemble des secteurs d'activité affichent des taux de croissance positifs, notamment dans l'industrie minière (+35,3 %), l'intermédiation financière (+14,6 %) et la construction (+14,9 %), cette dernière bénéficiant du dynamisme de la demande privée et des investissements publics (construction d'écoles).

À la **Barbade**, l'activité économique a diminué de 0,4 % au premier trimestre 2014, soit une baisse moins prononcée qu'au premier trimestre 2013 (-1,2 %). En 2014, la croissance économique annuelle est estimée à +0,5 %. Une hausse graduelle et durable de l'activité économique est attendue en 2015 (+2 %) et 2016 (+2,5 %). Les prévisions à la hausse sont imputables à des investissements massifs dans les secteurs du tourisme et de la construction, ainsi qu'à des entrées de capitaux totalisant près de 4,5 milliards de dollars sur les trois prochaines années.

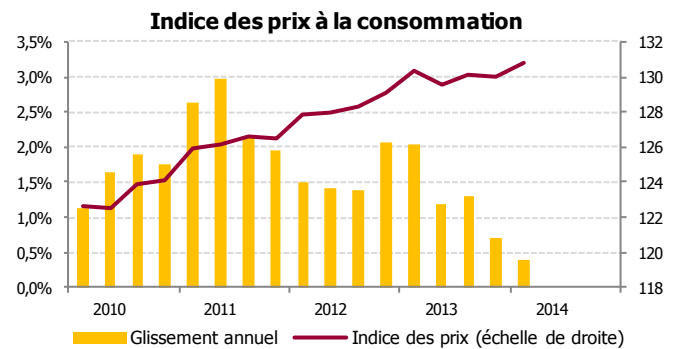
Le PIB de la **Jamaïque** enregistre une hausse pour le troisième trimestre consécutif, estimée entre +1,0 % et +2,0 % à fin mars 2014. Cette croissance s'explique par la bonne orientation des secteurs de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche, des mines et des carrières, de la construction, et de l'hôtellerie-restauration. Cette dynamique devrait se poursuivre au deuxième trimestre 2014.

Sources : FMI, Banco Central de la República Dominicana, Bank of Barbados, Bank of Jamaica

## Faible progression des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse au premier trimestre (+0,7 %). Cette évolution tient essentiellement à la progression des prix des services (+1,0 %), et des produits manufacturés (+0,3 %). Les prix des produits alimentaires (+0,4 %) et de l'énergie (+0,3 %) progressent, mais contribuent dans une moindre mesure à la hausse de l'indice des prix (+0,08 point et +0,03 point).

Sur un an, l'inflation est faible (+0,4 %). Les prix des services augmentent de 0,9 % (+0,4 point), tout comme ceux de l'alimentation (+1,5 %) et des produits manufacturés (+0,4 %). En revanche, les prix de l'énergie s'inscrivent en baisse (-4,4 % sur un an).

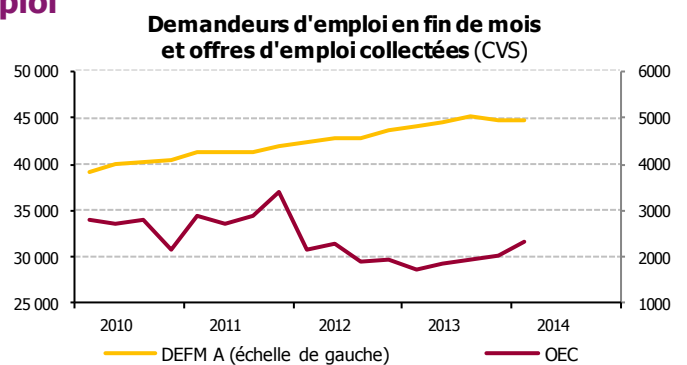


Source : INSEE

## Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est stable (+0,0 %, CVS). Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) est également stable au premier trimestre (-0,2 %, CVS) et s'élève à 44 725 (CVS) à fin mars. Pour sa part, le nombre d'offres d'emploi enregistrées est orienté à la hausse (+14,0 %, CVS).

Sur un an, le nombre d'offres d'emploi est favorablement orienté (+34,2 %, CVS), mais le nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires de Pôle emploi est en hausse (respectivement +1,6 % et +1,9 %, CVS).



Sources : SMTF, Pôle emploi, Dares

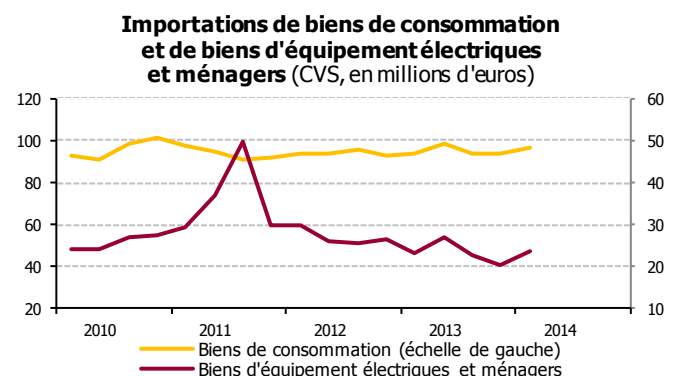
## Légère amélioration de la consommation des ménages

La consommation des ménages s'améliore légèrement au premier trimestre. Les importations de biens de consommation (+2,9 %, CVS) et les importations de biens d'équipement électriques et ménagers (+15,0 %, CVS) progressent, de même que les ventes de véhicules de tourisme (+0,8 %, CVS).

S'agissant du secteur du commerce, l'enquête de conjoncture montre que l'activité est stable. Pour autant, le chiffre d'affaires des hypermarchés est en repli sur le trimestre (-2,1 %, CVS), mais reste favorablement orienté sur un an (+3,8 %, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent de manière contrastée, les retraits de cartes bancaires (+1,0 % sur le trimestre) et le nombre de dossiers de surendettement (+13,0 %) progressent. En revanche, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire et le nombre d'incidents de paiement sur chèque sont en repli, respectivement de 0,1 % et de 1,3 % sur le trimestre.

L'encours de crédits à la consommation des ménages poursuit son recul tant sur le trimestre (-1,9 %) que sur l'année (-2,7 %).



Source : Douanes

## Faiblesse persistante de l'investissement des entreprises

Les prévisions d'investissement à un an, exprimées dans l'enquête de conjoncture, sont toujours orientées à la baisse, malgré le renouvellement de l'outil productif. Dans le détail, les intentions d'investissement concernent principalement les secteurs des industries agroalimentaires et du BTP.

Les importations de biens d'équipement enregistrent une hausse sur le trimestre (+7,0 % contre -5,1 % au trimestre précédent, CVS), tout comme les immatriculations de véhicules utilitaires (+12,1 %, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises connaissent des évolutions contrastées. Les incidents de paiement sur effets de commerce sont en repli tant en nombre (-11,2 %) qu'en montant (-9,5 %). En revanche, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire repart à la hausse (+0,8 % après -1,9 %).

Parallèlement, les encours de crédits d'investissement des entreprises diminuent au cours du trimestre (-0,4 % après +3,0 % au trimestre précédent) et sur un an (-2,5 %).

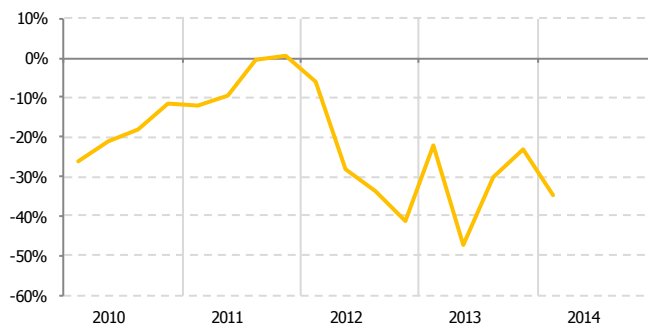
## Progression des échanges extérieurs

Les importations progressent globalement (+2,4 %, CVS), en lien avec l'évolution des importations d'équipements mécaniques, et de matériel électronique et informatique (+9,5 %, CVS).

Les exportations sont également en hausse (+18,3 %, CVS), du fait de la progression des exportations de produits pétroliers (39,4 %, CVS) et de produits agricoles (+48,2 %, CVS).

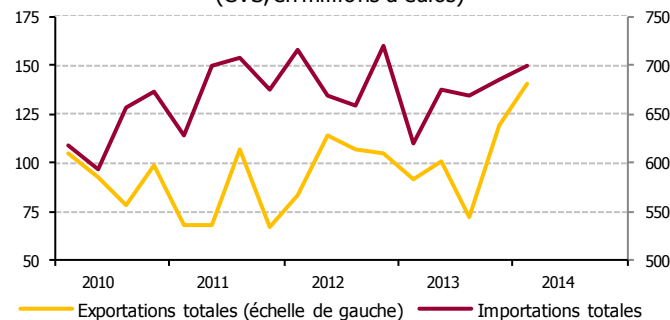
Hors produits pétroliers, les importations et les exportations sont également en hausse, respectivement de 2,4 % et 6,1 % (CVS).

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Commerce extérieur (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

## UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT STABLE

Les résultats de l'enquête de conjoncture révèlent une stabilité de l'activité au premier trimestre. Les charges d'exploitation, les prix de vente, les effectifs et la trésorerie sont également stables, alors que les délais de paiement s'allongent. Les secteurs du BTP et du tourisme bénéficient d'un courant d'affaires favorable. En revanche, l'activité des secteurs de l'industrie agro-alimentaire et du commerce stagne, alors que l'activité des secteurs des services aux entreprises et des autres industries se dégrade.

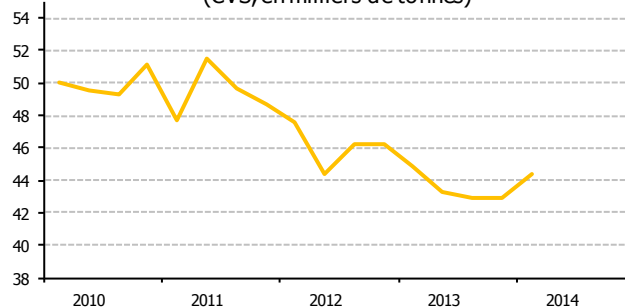
L'activité du **secteur primaire** est contrastée. Les exportations de produits agricoles sont en hausse en valeur (+48,2 %, CVS) et les abattages de viande augmentent (-0,9 %, CVS). Dans le détail, les abattages de viandes bovines s'inscrivent en retrait (-4,0 %, CVS), alors que ceux de viandes porcines progressent (+9,2 %, CVS).

Dans le secteur **agro-alimentaire**, l'activité est stable. L'évolution des prix permet d'améliorer la trésorerie, mais le secteur est toujours confronté à l'allongement des délais de paiement. Par ailleurs, pour rester concurrentiel, celui-ci poursuit ses efforts d'investissement. Au cours du trimestre, la production de rhum et les exportations de produits agroalimentaires progressent (+6,2 % dans les deux cas, CVS).

Dans le **secteur industriel**, les chefs d'entreprise font part d'un courant d'affaires dégradé. Pour autant, les charges d'exploitation et la trésorerie s'améliorent, en lien avec la réduction des stocks.

La situation des entreprises du **BTP** reste incertaine, en lien avec le bas niveau des carnets de commande. Les ventes de ciment sont en hausse (+3,5 % sur le trimestre, CVS), après plusieurs trimestres consécutifs de dégradation et les chefs d'entreprise poursuivent leur effort d'investissement. Pour autant, le nombre de permis de construire octroyés est en baisse sur le trimestre (-28,7 %) et sur un an (-3,4 %).

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



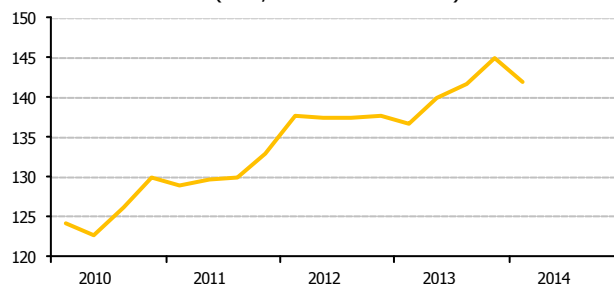
Source : Ciments Antillais

L'**activité commerciale** est stable même si la consommation des ménages donne quelques signes de reprise. Les importations de biens de consommation et les ventes de véhicules de tourisme sont en hausse (respectivement +2,9 % et +0,8 %, CVS). Le chiffre d'affaires des hypermarchés s'inscrit en baisse sur le trimestre (-2,1 %, CVS), mais reste orienté à la hausse sur un an (+3,8, CVS). Enfin, l'encours des crédits à la consommation est en repli (-1,9 %).

Dans le prolongement de la dynamique amorcée aux trimestres précédents, l'activité du secteur du **tourisme** reste favorablement orientée. Le trafic de passagers à l'aéroport est en légère hausse (+0,9 %, CVS) sur le trimestre et le nombre de croisiéristes poursuit sa progression (+69,4 %, données brutes) sur un an. Dans l'hôtellerie, les derniers résultats disponibles montrent une hausse du nombre de nuitées (+5,4%, CVS) entre le troisième et le quatrième trimestre 2013.

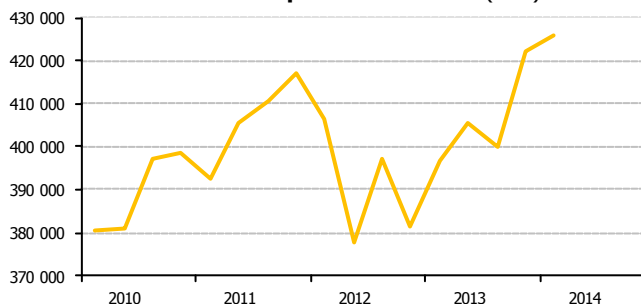
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une dégradation de leur activité. L'allongement des délais de paiement contraint la trésorerie déjà pénalisée par l'état des carnets de commande.

**Chiffre d'affaires des hypermarchés**  
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

**Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire** (CVS)



Source : CCIM

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISSE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du second semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du second semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014, selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au second semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au second semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE